



**Déclaration liminaire
des représentants des personnels de SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES
au Comité Technique Local du 20 Juin 2017**

Monsieur le Président,

Depuis novembre 2013 un nouvel outil de mesure du climat social à la DGFIP a fait son apparition. Il s'agit du baromètre social. Cet outil permet de cerner plus finement l'étendue des dégâts à la DGFIP et renvoie un triste écho du constat que nous vous adressons à chaque rencontre.

Oui, les agents de la DGFIP vont mal, et ce, sur l'ensemble du territoire. Même les nombreuses pondérations statistiques effectuées dans la synthèse de cet outil ne parviennent pas à adoucir ce constat. Et quelle a été la réponse apportée par la DGFIP et les gouvernements successifs sur cette période ? Ajouter de l'huile sur le feu.

De suppressions de postes en restructurations les plus variées, la DGFIP a réussi à se hisser en tête du hit-parade des administrations les plus dégradées dans ses conditions de vie au travail. Solidaires Finances Publiques n'a eu de cesse d'alerter la centrale de cet état de fait. Et maintenant, ce sont les règles de gestion qui sont attaquées de tous cotés, les possibilités d'avancement qui sont rognés... et nos décideurs s'étonnent encore que les sentiments de défiance et de découragement gagnent toute notre administration ? Et que notre directeur général cesse d'affirmer qu'il prône le dialogue social avec les représentants du personnel quand il abandonne dans le même temps les règles qui géraient le temps de préparation à ces derniers. Vous connaissez le conflit qui nous oppose à la DGFIP concernant les droits syndicaux. Ce conflit subsiste et demeure révélateur d'un climat social qui va toujours obstinément vers du moins disant pour les agents. La DGFIP possédait -elle des règles plus favorables que les autres administrations de la Fonction Publique ? Oui, mais à titre dérogatoire seulement ! Nul exigence de droit ne s'imposait pour les supprimer. Moins de droits pour les agents, donc par souci d'équité, moins de droits pour leurs représentants ! Est-ce là l'esprit de justice de notre directeur général ? Ou bien est ce le prélude à une attaque en règle sur tous les droits des salariés de ce pays ?

En effet, l'orientation politique qui se profile n'annonce rien de bon pour la fonction publique, et pour la DGFIP en particulier. Le nouveau président de la république a fait le

choix de prioriser son action sur les salariés du privé par la préparation d'une nouvelle loi travail liberticide en termes de droits sociaux. Nul doute qu'une fois cette tâche accomplie, le tour des fonctionnaires viendra. À ce titre, la fusion des ministères de la fonction publique et des finances publiques en un seul et unique ministère de l'action et des comptes publics laisse présager le pire pour la DGFIP et ses agents, à moins que nos nouveaux dirigeants ne se rappellent que le mot action rime avec réflexion, concertation et négociation. Solidaires Finances Publiques jugera sur les actes à venir et sera intransigeant sur le devenir de notre administration.

Quant au CTL d'aujourd'hui, les points inscrits à l'ordre du jour ne correspondent qu'à des projets de suppression, de fusion, de concentration ayant pour objet la réduction du périmètre des missions ou le détricotage progressif du maillage territorial. Qui peut croire que les bouleversements imposés aux agents vont améliorer leurs conditions de vie au travail et le service rendu ? Cette curée de nos missions et de notre outil de travail ne peut qu'entraîner rejet, découragement et colère. Présenter ces restructurations comme un progrès participe grandement au sentiment de ras le bol généralisé.

Solidaires Finances Publiques réaffirme son attachement à un service public de qualité, de technicité, de pleine compétence, de proximité, pour tous et aux services de tous, notamment aux Finances Publiques.